

15 -07-1999

28 -10- 1999

528681

6/119

4

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DU 15 JUIN 1999FIXATION DU MONTANT ET
DES MODALITES D'OCTROI ET DE LIQUIDATION
D'UN AVANTAGE SOCIAL COMPLEMENTAIRE

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant de la Commission paritaire du commerce alimentaire.

CHAPITRE II - NATURE DEL'AVANTAGE

Article 2 - Les ouvriers et ouvrières occupés par une des entreprises visées à l'article 5, a, des statuts du "Fonds social et de garantie du commerce alimentaire" ont droit chaque année à un avantage social complémentaire à charge du Fonds précité, dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'OCTROI

Article 3 - Pour bénéficier de l'avantage, les ouvriers et ouvrières visés à l'article 1 doivent remplir les conditions suivantes :

- 1) être affiliés avant le 1er mai de l'année civile précédant l'année de paiement à l'une des organisations représentatives inter-professionnelles de travailleurs, fédérées sur le plan national, à savoir :
 - la Centrale chrétienne de l'Alimentation et des Services (CSC);
 - la Centrale des travailleurs de l'alimentation et de l'hôtellerie (FGTB);
 - la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB);
- 2) avoir été occupés, durant un mois au moins au cours de l'année civile précédant l'année de paiement, par une des entreprises visées à l'article 5, a, des statuts du Fonds précité.

CHAPITRE IV - MONTANT

Article 4 - Le montant de l'avantage est fixé à 333 F par mois d'occupation au cours de l'année civile précédant l'année de paiement et à 4 000 F pour l'année civile complète d'occupation.

Par mois **d'occupation**, il faut également entendre tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze, ainsi que tout mois *au* cours duquel le contrat de travail en vigueur depuis le premier jour du mois a pris fin après la date du quinze.

Pour la détermination des mois d'occupation à prendre en considération, il est tenu compte des journées de travail effectives aussi bien que des journées **assimilées**, conformément aux décisions prises à ce sujet par la Commission paritaire du commerce alimentaire.

CHAPITRE V - MODALITES DE PAIEMENT

Article 5 - Les employeurs visés à l'article 5, a, des statuts du Fonds remettent avant le 1er avril de l'année de paiement, à chaque ouvrier et ouvrière occupés dans leur entreprise au cours de l'année civile précédente, un formulaire en double exemplaire, dûment rempli et

signé, dont le modèle est arrêté par la Commission paritaire du commerce alimentaire.

Ces formulaires sont mis à leur disposition d'office ou à leur demande, par l'administration du Fonds, établie rue Saint-Bernard 60 à 1060 Bruxelles.

Article 6 - Les ouvriers et ouvrières remplissant les conditions d'octroi visées à l'article 3 de la présente convention collective de travail, remettent à l'organisation mentionnée à l'article 3, dont ils sont membres, le formulaire en double exemplaire, visé à l'article 5.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'ouvrier ou de l'ouvrière intéressé(e) ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de l'avantage. Après avoir fait contrôler ces opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle d'ouvriers, elle émet au nom et au profit de l'intéressé(e) un chèque bancaire numéroté dont le montant représente l'avantage auquel il ou elle a droit.

La vérification, le contrôle et l'émission ont lieu du 1er avril au 15 septembre de l'année de paiement.

Article 7 - Avant le 15 octobre de l'année de paiement, chacune des organisations visées à l'article 3 fournit au Fonds social un décompte reprenant le nombre, les numéros et le montant total des chèques qu'elle a émis.

Les organisations sont tenues de conserver les formulaires de demande et le double des chèques s'y rapportant qui sont contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le Conseil d'administration du Fonds.

Les chèques bancaires non utilisés sont remis à l'administration du Fonds au plus tard huit jours après la date de fin d'émission.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 8 - La présente convention remplace et abroge la convention du 10 décembre 1997.

Article 9 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2000 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2001.

Le 1er janvier de chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au Président de la Commission paritaire du commerce alimentaire, qui en informe ses membres.

JOURNEES PRESTEEES ET ASSIMILEES

Liste établie par la Commission paritaire le 15 décembre 1971, modifiée les 13 avril 1973, 22 décembre 1976, 13 juillet 1977, 8 décembre 1987 et 19 décembre 1990

Par journées prestées, il faut entendre :

1. Les journées ou parties de journées effectivement prestées;
2. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple : salaire hebdomadaire garanti, jours fériés, petits chômages, etc...);
3. Les journées pendant lesquelles le travail est suspendu en raison des vacances annuelles auxquelles les ouvriers et ouvrières ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés;
4. Le 6ème jour non preste de chacune des semaines de 5 jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur 5, tantôt sur plus de 5 jours.

Par journées assimilées, il faut entendre :

1. Les journées d'incapacité de travail totale, résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle;
2. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égal à 66 %;
3. Les journées comprises dans les douze premiers mois d'absence due à un accident qui n'est pas un accident de travail, ou à une maladie qui n'est pas une maladie professionnelle;
4. Les journées de repos de grossesse et d'accouchement : telles que prévues par les dispositions de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;
5. Le service militaire, à condition que l'intéressé ait été occupé immédiatement avant et après son service dans une entreprise affiliée au Fonds social et de garantie du commerce alimentaire;
6. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve;
7. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre du conseil de famille, témoin en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote);
8. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales, reprises à l'article 16, 9° et 10° de l'Arrêté royal du 30 mars 1967 (Moniteur belge du 6 avril 1967), modifié par l'Arrêté royal du 20 juillet 1970 (Moniteur belge du 31 juillet 1970);
9. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale,

A

organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de 12 jours au maximum par an;

10. Les journées de grève ou de **lock-out**, dans les conditions suivantes :

a) l'ouvrier ou l'ouvrière doit avoir été effectivement occup(é)e au moins un jour des 28 jours successifs précédant le jour du début de la grève ou du lock-out;

b) la grève doit :

-avoir été précédée d'une tentative de conciliation faite par un conciliateur, choisi par les parties ou à la demande de l'une d'elles, par le ministère de l'Emploi et du Travail;

- intervenir à l'expiration d'un préavis collectif de grève, notifié par une organisation syndicale représentée à la Commission paritaire dont relève l'entreprise.

Ce préavis peut être signifié, au plus tôt, le septième jour qui suit la première réunion tenue par le conciliateur choisi ou désigné.

Il est notifié, soit par lettre recommandée à la poste adressée à chaque employeur individuellement, soit par l'insertion dans le procès-verbal d'une réunion de conciliation.

Il prend cours le jour qui suit celui au cours duquel il est notifié et sa durée est d'au moins sept jours.

11. Les journées de chômage partiel;

12. La période de congé extralégale des travailleurs étrangers, accordés par l'**employeur**, qui rentrent dans leur pays;

13. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'**établissement** scolaire et le début de leur premier contrat de travail (avec un maximum de 4 mois, cette limite est portée au 31 décembre pour les jeunes ayant terminé l'année scolaire).

Il y a lieu de calculer les droits de la même façon que prévu par la législation relative aux vacances annuelles des ouvriers, **c'est-à-dire** que le début du premier contrat de travail doit se situer dans les quatre mois après la fin des études; cette limite est portée au 31 décembre (**soit** environ 6 mois) pour les jeunes ayant terminé entièrement l'année scolaire.

Dans ce **cas**, la période encore passée à l'**école**, ainsi que la partie des 4 mois (ou 6 mois) non travaillée tombant entre la date où ils quittent l'école et le 31 décembre de l'année en cours, sont assimilées à des journées de travail normal.

14. Pour les **pré-pensionnés**, la période comprise entre la date de mise à la prépension et le 31 décembre de la même année.

15. Pour les pensionnés, la période comprise entre la date de mise à la retraite et le 31 décembre de la même année.

16. La période comprise entre le décès d'un ouvrier ou d'une ouvrière et le 31 décembre de la même année.

15-07-1999

28-10-1999

N^o 52 868 | Co/119 #COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 30 JUNI 1999VASTSTELLING VAN HET BEDRAG
EN DE TOEKENNINGS- EN UITKERINGSMODALITEITEN VAN
EEN AANVULLEND SOCIAAL VOORDEEL

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair comité voor de handel in voedingswaren.

HOOFDSTUK II - AARD VAN HET VOORDEEL

Artikel 2 - De werklieden en werksters tewerkgesteld door één van de ondernemingen bedoeld in artikel 5, a, van de statuten van het "Waarborg- en sociaal fonds voor de handel in voedingswaren" hebben elk jaar recht op een aanvullend sociaal voordeel ten laste van genoemd Fonds, in de voorwaarden bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III - TOEKENNINGSVOORWAARDEN

Artikel 3 - Om het voordeel te bekomen, moeten de in artikel 1 bedoelde werklieden en werksters aan volgende voorwaarden voldoen:

- 1) vóór 1 mei van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling zijn aangesloten bij één van de representatieve interprofessionele organisaties van arbeiders welke op nationaal vak zijn verbonden, namelijk:
 - de Christelijke Centrale Voeding en Diensten (ACV);
 - de Centrale voor Voeding- en Hotelarbeiders (ABVV);
 - de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België (ACLVB);
- 2) gedurende ten minste één maand in de loop van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling tewerkgesteld geweest zijn door één van de in artikel 5, a, van de statuten van bovenvermeld Fonds bedoelde ondernemingen.

HOOFDSTUK IV - BEDRAG

Artikel 4 - Het bedrag van het voordeel is vastgesteld op 333 fr. per maand tewerkstelling in de loop van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling en op 4 000 fr. voor het volledig kalenderjaar van tewerkstelling.

Onder maand tewerkstelling dient tevens verstaan, elke maand in de loop waarvan de arbeidsovereenkomst uiterlijk de 15de is ingegaan, alsmede elke maand in de loop waarvan de sedert de eerste dag van de maand lopende arbeidsovereenkomst na de 15de een einde heeft genomen.

Bij het bepalen van de maanden tewerkstelling die in aanmerking worden genomen, wordt rekening gehouden met de werkelijk gepresteerde arbeidsdagen, evenals met de dagen die zijn gelijkgesteld overeenkomstig de beslissingen dienaangaande genomen door het Paritair comité voor de handel in voedingswaren.

HOOFDSTUK V - BETALINGSMODALITEITEN

Artikel 5 - De in artikel 5, a, van de statuten van het Fonds bedoelde werkgevers overhandigen voor 1 april van het jaar van betaling aan elke werkmán of werkster die in hun onderneming zijn tewerkgesteld geweest in de loop van het voorgaand kalenderjaar, een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier in dubbel exemplaar, waarvan het model wordt vastgesteld door het Paritair comité voor de handel in voedingswaren.

Deze formulieren worden ambtshalve of op hun verzoek ter beschikking gesteld door het beheer van het Fonds, gevestigd Sint-Bernardusstraat 60 te 1060 Brussel.

Artikel 6 - De werklíeden en werksters die de in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde toekenningsvoorwaarden vervullen maken het in artikel 5 bedoelde formulier in dubbel exemplaar over aan de in artikel 3 vermelde organisatie waarvan zij lid zijn.

Deze organisatie gaat na of de betrokken werkmán of werkster werkelijk is aangesloten en of hij of zij een recht kan doen gelden en berekent het bedrag van het voordeel. Na die verrichtingen te hebben doen controleren door een andere representatieve interprofessionele organisatie van arbeiders, geeft zij op naam en ten voordele van de betrokkene en genummerde circulaire bankcheck uit waarvan het bedrag overeenstemt met het voordeel waarop hij of zij recht heeft.

Het nazicht, de contróle en de uitgifte hebben plaats van 1 april tot 15 september van het jaar van betaling.

Artikel 7 - Vóór 15 oktober van het jaar van betaling bezorgt iedere in artikel 3 bedoelde organisatie aan het Sociaal fonds een afrekening met vermelding van het aantal, de nummers en het totaal bedrag van de door haar uitgegeven checks.

De organisaties dienen de aanvraagformulieren en het dubbel van de daarop betrekking hebbende checks te bewaren; deze worden gecontroleerd door de daartoe door de Raad van beheer van het Fonds aangeduide personen.

De niet gebruikte circulaire bankchecks worden aan het beheer van het Fonds overhandigd ten laatste acht dagen na de datum van het einde van de uitgifte.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN

Artikel 8 - Deze overeenkomst vervangt de overeenkomst van 10 december 1997 en heft ze op.

Artikel 9 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2000 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Op 1 januari van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één van de partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst per aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair comité voor de handel in voedingswaren, die de leden ervan op de hoogte brengen.

GEPRESTEERDE EN GELIJKGESTELDE DAGEN

Lijst opgesteld door het **Paritair** comité op 15 december 1971 en
gewijzigd op 13 april 1973, 22 december 1976, 13 juli 1977,
8 december 1987 en 19 december 1990

Onder **gepresteerde** dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen of gedeelten van dagen die **werkelijk** aan arbeid worden besteed;
2. De dagen of gedeelten van dagen die **niet** gepresteerd worden **doch** waarvoor de werkgever **verplicht** is een loon uit te betalen (bij voorbeeld : **gewaarborgd weekloon**, betaalde **feestdagen**, dagen van **klein verlet**, enz.);
3. De dagen gedurende **dewelke** niet gewerkt wordt **omwille** van jaarlijkse vakantie waarop de werklieden en werksters recht hebben **overeenkomstig** de wetten **betreffende** de jaarlijkse vakantie van de werknemers;
4. De 6de **niet-gepresteerde** dag van **elke** vijfdaagse werkweek, **ingeval** de **wekelijkse** arbeidstijd in de loop van een **kwartaal** nu eens over 5, dan weer over **meer** dan 5 dagen gespreid is.

Onder **gelijkgestelde** dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen van **volledige arbeidsongeschiktheid** die het gevolg is van een arbeidsongeval of een **beroepsziekte**;
2. De dagen van **gedeeltelijke** arbeidsongeschiktheid gedurende de eerste **twaalf maanden**, na een **tijd** van volledige arbeidsongeschiktheid, **wanneer** het erkend **percentage** van **ongeschiktheid** **ten minste** 66 % bedraagt;
3. De dagen **afwezigheid** gedurende de eerste twaalf maanden, **ingevolge** een ongeval dat **geen** arbeidsongeval is, of een ziekte die **geen** beroepsziekte is;
4. De **rustperiode** voor **zwangerschap** en **bevalling** : zoals bepaald in **artikel 39** van de arbeidswet van 16 **maart** 1971;
5. De militaire **dienstplicht**, op **voorwaarde** dat de **belanghebbende** **onmiddellijk vóór** en na zijn **legertijd** in **dienst** is geweest van een **onderneming aangesloten** bij het **Waarborg-** en **sociaal** fonds voor de **handel in voedingswaren**;

- A
6. De dagen van gewone wederoproeping voor legerdienst met een maximum van 74 of 66 dagen, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de vorming van reservekaders;
 7. De dagen besteed aan het nakomen van burgerlijke verplichting (voogd, lid van een familieraad, getuige in rechten gezworene, kiezer, lid van een stembureau);
 8. De dagen besteed aan de uitoefening van een openbaar mandaat en een mandaat in syndicaal verband, bepaald bij artikel 16 9° en 10° van het Koninklijk besluit van 30 maart 1967 (Belgisch staatsblad van 6 april 1967) gewijzigd door het Koninklijk besluit van 20 juli 1970 (Belgisch staatsblad van 31 juli 1970);
 9. De dagen van deelneming aan stages of studiedagen die aan arbeidsopvoeding of aan syndicale vorming gewijd zijn en georganiseerd worden door representatieve organisaties der werknemers of door de bevoegde minister erkende gespecialiseerde instituten, ten belope van maximum 12 dagen per jaar;
 10. De dagen van staking of lock-out, in de volgende voorwaarden:
 - a) de werkmán of de werkster moet ten minste een dag effectief werkzaam zijn geweest in de loop der achtentwintig opeenvolgende dagen die de aanvangsdag van de werkstaking of de lock-out voorafgaan;
 - b) de staking moet :
 1. voorafgegaan worden door een poging tot verzoening door een bemiddelaar die gekozen werd door de partijen, of op verzoek van één dezer, door de Minister van Tewerkstelling en arbeid;
 2. ingaan na het verstrijken van een collectieve stakingsaanzegging, betekend door een syndicale organisatie die vertegenwoordigd is in het Paritair comité waaronder de onderneming ressorteert.
- Deze opzegging kan ten vroegste betekend worden de 7de dag volgend op de 1ste vergadering welke door de gekozen of aangewezen bemiddelaar gehouden werd.
- De opzegging wordt betekend hetzij bij een ter post aangetekende brief en aan ieder individuele werkgever gerichte brief, hetzij door inlassing in de notulen van een verzoeningsvergadering.
- Zij neemt een aanvang de dag volgend op de in de loop van welke zij wordt betekend en haar duur is ten minste van zeven dagen.
11. De dagen van gedeeltelijke werkloosheid;
 12. De extra-légale vakantieperiode die door de werkgever aan de vreemde arbeiders toegekend wordt, die naar hun land terugkeren;

13. Voor de jonge werklieden en werksters, de schoolperiode en de période begrepen tussen de datum waarop ze de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidscontract (maximum 4 maanden; deze grens wordt op 31 december gebracht voor de jongeren die het schooljaar volledig beëindigen).

De rechten moeten op dezelfde wijze als voorzien bij de wetgeving betreffende jaarlijkse vakantie der loonarbeiders berekend worden, dit wil zeggen dat het begin van het eerste arbeidscontract moet liggen binnen de 4 maanden na het einde ter studies; deze grens wordt gebracht op 31 december (ongeveer 6 maanden), voor de jongeren die hun schooljaar volledig beëindigen.

In dit geval wordt de période die nog op school doorgebracht werd evenals het deel van de 4 maanden (of 6 maanden), waarin niet gewerkt werd, en die valt tussen de datum van het verlaten van de school en 31 december van het lopende jaar, gelijkgesteld met normale werkdagen;

14. Voor de genietters van brugpensioen, de période vanaf op brugpensioenstelling tot 31 december van hetzelfde jaar;
15. Voor de gepensioneerden, de période vanaf de opruststelling tot 31 december van hetzelfde jaar;
16. De période vanaf het overlijden van een werkman of werkster, tot 31 december van hetzelfde jaar.